

CENTRE D'ÉTUDE D'AFRIQUE NOIRE (CEAN). *L'Afrique politique 1997, Revendications populaires et recompositions politiques*. Paris, Karthala, 1997, 336 p.

Michel Houndjahoué

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703942ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703942ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houndjahoué, M. (1998). Compte rendu de [CENTRE D'ÉTUDE D'AFRIQUE NOIRE (CEAN). *L'Afrique politique 1997, Revendications populaires et recompositions politiques*. Paris, Karthala, 1997, 336 p.] *Études internationales*, 29(3), 761–763. <https://doi.org/10.7202/703942ar>

vreté généralisée, la dépendance en approvisionnement alimentaire notamment, et l'attachement très poussé des « citadins » aux valeurs villageoises en sont donc quelques raisons.

Deux éléments faibles ressortent dans ce livre. Le premier concerne le titre même du livre. En effet, les auteurs prétendent traiter de l'Afrique francophone, alors qu'il n'est question que de quelques pays de l'Afrique de l'Ouest. Le deuxième point faible porte sur les nombreuses répétitions contenues dans le livre. Les auteurs reviennent constamment sur les mêmes points, soit ceux ayant trait aux raisons de l'urbanisation et de l'exode rural. Mais au-delà de ces deux remarques, le livre mérite d'être publicisé puisqu'il présente, pour une rare fois, l'urbanisation sous un angle constructif.

Bandeja YAMBA

*Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal*

### **L'Afrique politique 1997, Revendications populaires et recompositions politiques.**

*CENTRE D'ÉTUDE D'AFRIQUE NOIRE (CEAN).  
Paris, Karthala, 1997, 336 p.*

Dans ce recueil d'articles, quatorze pays africains ont été choisis par autant d'auteurs pour illustrer les revendications populaires et les recompositions politiques en Afrique durant les dernières années. Il s'agit de Madagascar, du Mozambique, du Burundi, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Soudan, du Tchad, du Niger, du Mali, de la Guinée Bissau, du Ghana, du Togo, du Gabon et du Congo.

Deux États de l'Afrique australe ont été choisis dans le cadre de l'analyse : Madagascar et le Mozambique. Pour S. Randrianja, la fin de l'année 1996 et l'année 1997 restent marquées par la trame des événements qui ont conduit à la destitution du président Albert Zafy et les préparatifs pour les élections présidentielles qui ont ramené au pouvoir l'ancien Président socialiste, Didier Ratsiraka. La classe politique malgache répartie entre plus de cent quarante partis politiques a été très active dans les débats institutionnels et constitutionnels. Au niveau économique et social, la situation s'est beaucoup dégradée : 75 % des Malgaches étaient considérés comme pauvres, plus de 12 % qualifiés de misérables et un constat d'aggravation de la déscolarisation. Quant au Mozambique, Jérôme Vialatte a concentré son analyse sur le dixième anniversaire de la mort du président Samora Machel en 1996. Le régime mozambicain à la recherche de symbole mythique a tenté une légitimation d'un personnage obsolète soumis à des concurrences plus modernes représentées notamment par deux personnages féminins : l'athlète Lurdès Mutola, troisième au 800 mètres aux jeux olympiques d'Atlanta et Graça Machel, troisième femme et veuve du Président, qui confirma sa relation amoureuse avec le Président sud-africain, Nelson Mandela.

Dans la région des Grands Lacs, Dominique Lecompte a analysé les conséquences géopolitiques des guerres civiles du Burundi, notamment en ce qui concerne les impacts sur les changements dans la répartition des populations (Batutsi/Bahutu) et dans l'Habitat (quartiers surchargés/quartiers vidés ou détruits). Les troubles

politiques ont contribué à constituer d'importantes zones de réfugiés avec toutes les conséquences sur la sécurité nationale et régionale. Au niveau économique, l'auteur a fait remarquer que l'industrie burundaise n'a pas été détruite sauf dans le secteur de l'énergie où les pylônes électriques ont été dynamitées dans la région de Bujumbura. Dans le domaine agricole, la production des cultures vivrières a augmenté pour compenser le manque à gagner enregistré avec les cultures de rente.

Deux États ont été retenus dans la Corne de l'Afrique : Djibouti et Éthiopie. Pour Ebo Houmed Alwane, la République de Djibouti est un petit État dominé politiquement par un Président octogénaire et physiquement affaibli, avec une économie en panne et un social en nette dégradation. Le pays est sans ressources minières, pétrolières et autres matières premières. L'activité économique repose sur le secteur tertiaire (80 % du PNB). Les années 1996 et 1997 furent marquées au plan économique par la signature d'un accord d'ajustement structurel avec le FMI, au niveau social par la vague des manifestations et la répression policière et au niveau politique par la préparation du dauphin désigné aux hautes charges de l'État. Quant à l'Éthiopie, Fabienne Cayla a décrit l'évolution de la reconstruction, la nouvelle structure administrative reposant sur une redéfinition de la notion de l'État éthiopien et le processus de démocratisation reposant sur une politique de déconcentration. Selon l'auteur, le pouvoir central a réussi à juguler les forces centrifuges en intégrant dans le gouvernement des éléments représenta-

tifs des différentes composantes de la nation éthiopienne.

Pour Julien Van Dommelen, le Soudan est confronté à un idéal reposant sur une intégration nationale dans le cadre d'un vaste mouvement islamique qui affronte l'inertie d'une réalité sociale opposée. L'identité nationale soudanaise est un problème que l'État tente d'imposer par « le haut et par le bas » (p. 133). L'idéologue Hassan At Tourabi sait que le but n'est pas atteint, mais soutient le processus en marche.

En Afrique occidentale, cinq États ont été retenus dans le cadre de l'analyse : le Mali, le Niger, la Guinée-Bissau, le Ghana et le Togo. Les deux États sahéliens, Mali et Niger, ont connu un cheminement différent. Le Mali a été décrit par Timothy Docking comme le pays de la région où la transition démocratique a bien réussi. L'auteur a tenté d'expliquer les différents facteurs ayant aidé le pouvoir malien à passer d'un régime militaire dictatorial à un État de droit. L'une des raisons internes mentionnées est que la culture politique de la population bambara est au centre de la nouvelle constitution malienne. Quant au Niger, l'année 1996 a commencé par le retour au pouvoir des militaires à la faveur d'un coup d'État. Selon Pierre Marie Decoudras et Mamoudou Gazibo, les militaires n'eurent aucun mal à se justifier. Ils bénéficièrent même d'une certaine compréhension intérieure et extérieure, notamment des pays voisins et ensuite de la communauté internationale. Tout au long de 1997, le régime militaire s'est progressivement transformé en régime constitutionnel, consacrant un État de droit.

Sur la côte occidentale, la Guinée-Bissau (lusophone), le Ghana (anglophone) et le Togo (francophone) ont connu des trajectoires politiques différentes. Pour Fafali Koudawo, l'un des constats importants ces dernières années en Guinée-Bissau est le rapprochement avec le monde francophone, quand on sait que ce pays a été très peu soutenu par la France et ses alliés africains pendant la guerre de libération. Ce rapprochement a été nécessaire en raison du contexte géostratégique et des nouvelles orientations économiques du pays. L'adhésion à l'Union Monétaire Ouest Africaine est le point central de ce rapprochement avec le monde francophone. Quant au Ghana, l'un des bons élèves de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, 1996 fut l'année des élections parlementaires et présidentielles selon Céline Thiriot. Profitant de la division de l'opposition, le président Gerry Rawlings sortit vainqueur des consultations électorales. Au niveau économique et social, l'auteur a indiqué l'impatience de la population à profiter des fruits longtemps promis des réformes entreprises avec les institutions de Bretton Woods. L'opposition a su en tirer profit pour augmenter son audience auprès de la population, mais elle est encore très faible face au pouvoir. Quant au Togo, le processus démocratique est simplement en panne. Selon Ayayi Togoata Apedo-Amah, les partis d'opposition ont passé plus de temps à s'entre-déchirer qu'à combattre la dictature du régime Eyadéma.

En Afrique centrale, les trois pays retenus, le Tchad, le Gabon et le Congo ont leurs spécificités, même s'ils ont tous connu des recom-

positions politiques. Pour Robert Buijtenhuijs, les élections tchadiennes ont plus fait ressortir un vote régional (Nord-Sud) qu'un vote ethnique. Les alliances politiques étaient fluides et surtout utilitaires, caractérisées par des ralliements spectaculaires au pouvoir. Selon l'auteur, la politique du ventre a prédominé. Quant au Gabon, les élections ont permis à l'une des principales têtes de l'opposition, le Père Paul Mba Abessole, de rentrer à l'hôtel de ville de Libreville le 19 janvier 1997. C'est un constat qui fait penser à la situation congolaise avec l'affaire Bernard Kolelas analysée par Eric Gauvrit. Le système politique congolais a été caractérisé par l'instabilité des alliances qui a conduit à des crises économiques et sociales répétées et doublées de crises politiques.

Ce qui ressort de l'ensemble de ces articles, c'est la crise politique vécue par la plupart des États étudiés. Il est vrai que les solutions préconisées ont beaucoup varié d'un régime à un autre. Au niveau économique et social, les problèmes sont très préoccupants dans des États comme Madagascar et le Niger. Enfin, il est à regretter qu'aucun État de l'Afrique du Nord n'ait été retenu dans le cadre de cette étude.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École nationale d'administration  
Cotonou, Bénin*

## AMÉRIQUE LATINE

### L'indigénisme.

*FAVRE, Henri. Paris, Presses universitaires de France, 1996, 128 p.*

Ce livre fait partie de la collection « Que sais-je ? » des Presses universitaires de France et présente à la